

NATIONS UNIES



ASSEMBLÉE GÉNÉRALE CONSEIL DE SÉCURITÉ

Distr.
GÉNÉRALE

A/36/397
S/14611

23 juillet 1981

FRANÇAIS

ORIGINAL : ANGLAIS

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Trente-sixième session

Points 22 et 34 de l'ordre du jour provisoire*

LA SITUATION AU KAMPUCHEA

QUESTION DE LA PAIX, DE LA STABILITÉ ET

DE LA COOPÉRATION EN ASIE DU SUD-EST

CONSEIL DE SÉCURITÉ

Trente-sixième année

Lettre datée du 22 juillet 1981, adressée au Secrétaire général par
le Représentant permanent du Viet Nam auprès de l'Organisation des
Nations Unies

J'ai l'honneur de vous communiquer ci-joint une déclaration faite le 20 juillet 1981 par le Ministre des affaires étrangères de la République socialiste du Viet Nam, dans laquelle ce dernier rejette la déclaration et la résolution adoptées le 17 juillet 1981 par la prétendue "Conférence internationale sur le Kampuchea" qui s'est tenue à New York.

Je vous prie de bien vouloir faire distribuer la présente note et la pièce jointe comme document officiel de l'Assemblée générale, au titre des points 22 et 34 de l'ordre du jour provisoire, et du Conseil de sécurité.

Le Représentant permanent de la
République socialiste du Viet Nam
auprès de l'Organisation des
Nations Unies,

(Símố) HA VAN LAU

* A/36/150

81-19301

/...

ANNEXE

DECLARATION DU MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES DE LA REPUBLIQUE
SOCIALISTE DU VIET NAM

Le Ministère des affaires étrangères de la République socialiste du Viet Nam rejette vigoureusement la Déclaration et la Résolution qui ont été adoptées le 17 juillet à New York par la prétendue Conférence internationale sur le Kampuchea.

1. Cette conférence a été convoquée sur l'instigation des expansionnistes chinois qui, avec l'aide des impérialistes américains et d'autres forces réactionnaires, tentent d'exploiter le grand renom de l'Organisation des Nations Unies pour parvenir à l'objectif qu'ils essaient en vain d'atteindre depuis deux ans, à savoir priver la République populaire du Kampuchea de son indépendance et de sa souveraineté, et jeter les bases du retour au Kampuchea de la clique criminelle de Pol Pot et d'autres réactionnaires khmères dans le but de saboter la renaissance et le développement du peuple kampuchéen et la solidarité des trois peuples indochinois.

Les expansionnistes chinois, auteurs du génocide au Kampuchea, les impérialistes américains et leurs alliés, qui ont mené des guerres d'agression contre les trois pays d'Indochine, les sionistes israéliens, la junte fasciste de Pinochet et d'autres réactionnaires de la pire espèce, qui se mettent au service de l'impérialisme pour entraver l'autodétermination des peuples d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine, ne peuvent en aucune manière se poser en défenseurs de l'autodétermination du peuple kampuchéen. La prétendue Conférence internationale sur le Kampuchea dont ils ont pris l'initiative et dont ils ont été les principaux acteurs n'était qu'un rassemblement unilatéral ayant pour objet de promouvoir, au défi de la Charte des Nations Unies, les complots criminels tramés contre le peuple kampuchéen.

Toute déclaration ou résolution adoptée par cette conférence est par conséquent illégale et dépourvue de toute validité.

2. La soi-disant Conférence internationale sur le Kampuchea et les documents qu'elle a adoptés étaient fondés sur une présentation fallacieuse de la cause véritable des tensions dans l'Asie du Sud-Est. Les auteurs de ce rassemblement ont fabriqué ce qu'ils ont appelé le problème kampuchéen dans le but de dissimuler que c'est la politique d'agression et d'intervention pratiquée par l'expansionnisme chinois, en collusion avec l'impérialisme américain, qui constitue la seule menace à l'indépendance et à la souveraineté des trois peuples d'Indochine ainsi qu'à la paix et à la stabilité dans l'Asie du Sud-Est. Le fait est que l'impérialisme américain intensifie sa politique d'armement, provoquant des tensions et créant une atmosphère de guerre froide dans toutes les régions du monde. Dans l'Asie du Sud-Est, il aide les expansionnistes et hégémonistes de Beijing à mettre en oeuvre leur politique d'agression et d'intervention. La Chine mobilise d'importants effectifs militaires et de grandes quantités de matériel de guerre pour intensifier ses provocations armées sur l'ensemble de ses frontières avec le Viet Nam et le Laos.

/...

Elle accroît ses livraisons d'armes aux derniers contingents des forces Pol Pot basées en Thaïlande, ainsi qu'à d'autres réactionnaires khmères de tous acabits, qu'elle renvoie au Kampuchea pour lutter contre la population.

Les pays de l'Association des Nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE) se rangeant du côté des Etats-Unis et de la Chine, refusent délibérément d'admettre ce fait. Toutefois, ce faisant, ils ne font qu'encourager Beijing dans ses ambitions et préparent le terrain pour lui permettre de mettre en danger la paix et la stabilité et d'aggraver la situation régionale, déjà très tendue, aux dépens de leurs propres intérêts.

L'opinion mondiale pacifique et progressiste, s'associant aux trois peuples indochinois, a condamné la prétendue Conférence internationale sur le Kampuchea. Les pays socialistes, la plupart des pays non alignés et un grand nombre d'autres pays n'ont pas participé à cette réunion illégale. Un grand nombre de pays qui, pour une raison ou une autre, ont été contraints d'y participer, n'ont pas pris part aux débats et n'ont pas approuvé les pressions et les contraintes que la Chine et les Etats-Unis exercent sur les trois pays d'Indochine. Toutes les exactions sanglantes que l'impérialisme et la réaction ont commises au cours des 30 dernières années contre les trois pays d'Indochine ont échoué. Il ne fait aucun doute que toute nouvelle tentative de subjuguer les trois pays d'Indochine, soit par le biais de l'Organisation des Nations Unies, soit par tout autre moyen, sera également vouée à l'échec.

3. Le Gouvernement de la République socialiste du Viet Nam appuie pleinement la juste position de la République populaire du Kampuchea telle qu'elle est exprimée dans la déclaration qui a été rendue publique le 18 juillet 1981 par le Ministère des affaires étrangères de la République populaire du Kampuchea et réaffirme la position commune énoncée dans les trois déclarations publiées par les conférences des trois ministres des affaires étrangères qui se sont tenues à Ho-Chi-Minh-Ville et à Phnom-Penh les 28 janvier et 14 juin 1981 respectivement.

La Chine doit renoncer à sa politique d'expansionisme et d'hégémonie, à toutes ses provocations armées contre le Viet Nam et le Laos ainsi qu'à toute ingérence dans leurs affaires intérieures, cesser d'héberger et d'armer les derniers contingents des forces de Pol Pot et d'autres réactionnaires khmères luttant contre le peuple kampuchéen, reprendre les négociations avec le Viet Nam en vue de définir des mesures permettant de normaliser les relations entre les deux pays et accepter la proposition formulée par la Conférence ministérielle indochinoise aux fins de la conclusion d'un traité de non-agression entre la Chine et chacun des pays d'Indochine.

Toutes les questions intéressant l'Asie du Sud-Est doivent être examinées conjointement par les pays de la région et faire l'objet d'un accord entre ces derniers, sur la base de l'égalité, du respect mutuel, du non-recours à la force, et en l'absence de toute ingérence extérieure. C'est la seule manière d'instaurer progressivement la paix et la stabilité dans l'Asie du Sud-Est, conformément aux intérêts des peuples de la région et à ceux de la paix dans le monde.

HANOI, le 20 juillet 1981

